



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

DETTE

Audit ?

Négociation ?



Martin Schulz,
président du
parlement européen

Alexis Tsipras, de Syriza
1er ministre grec

N°150 - Février 2015 - 2 euros

NON !

ANNULATION !

Groupe Socialiste Internationaliste
Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

La dette au centre des attaques

Nous, GSI, menons une campagne permanente pour l'annulation de la dette et la rupture avec l'Union européenne capitaliste et ses directives depuis des années. Depuis des années nous expliquons le mécanisme de la dette de différents points de vue et dénonçons l'étranglement économique et social des travailleurs en Europe. Nous expliquons que l'exigence de l'annulation de la dette – au début simple mot d'ordre propagandistique et d'agitation – est devenue depuis ces dernières années une exigence portée par les travailleurs, en particulier dans le Sud de l'Europe. La victoire par défaut de Syriza en Grèce vient encore de le confirmer ! Tout comme les dernières déclarations de Merkel ou encore de Hollande suite à sa rencontre avec Tsipras. Ce dernier a d'ailleurs insisté à plusieurs reprises avant et après sa victoire sur le fait que la Grèce honorerait sa dette...

Pour l'annulation de la dette

Nous avons été traités de tous les noms lorsque nous avons lancé notre campagne pour l'annulation de la dette : « sectaires », « aveugles », et j'en passe ! Aujourd'hui cette question essentielle, remise au centre de l'actualité grâce à la résistance des travailleurs contre les plans de la troïka UE-BCE-FMI, vient heurter durement tous ceux qui refusaient par aveuglement politique et sectaire d'avancer cette exigence.

Aucun courant international, y compris issu du trotskisme, n'a développé une politique conséquente sur cette question. Et nombreux sont ceux qui se sont perdus dans le charabia et le moulin à paroles petit-bourgeois de Syriza ou encore de Podemos (en Espagne) ou du NPA et du Front de gauche (en France). Contrairement à eux, pour notre part nous pensons qu'il n'y pas de bonne ou de mauvaise dette ; pour nous la dette est à

100 % illégitime et elle doit être annulée purement et simplement !

Heureusement dans cette bataille nous avons rencontré des alliés, notamment dans le mouvement ouvrier et syndical ; car c'est là, auprès de notre classe, que nous sommes utiles et le mieux écoutés et entendus. Nous nous sommes donc renforcés et insérés encore un peu plus dans le mouvement ouvrier.

L'impasse

Un mot nous vient à la bouche pour caractériser la politique de tous ceux qui rejettent et refusent de mettre au centre de leur politique l'exigence de l'annulation de la dette – sans parler du socialisme qui en effraie plus d'un... – : impasse. À l'image de Tsipras qui voit son discours électoraliste et mensonger, tel un château de carte, s'effondrer, pris en tenaille par l'action directe des travailleurs et la politique brutale de la troïka. Les réformistes sans réforme, à l'époque de l'impérialisme, n'ont pas de grain à moudre et leurs mensonges électoraux s'effondrent à la moindre secousse de la lutte des classes. Les étiquettes, les sigles, les discours électoralistes se multiplient, virevoltent frénétiquement, s'agitent sur les plateaux télé et s'écrasent...

Les travailleurs résistent

Les travailleurs résistent et cherchent les voies de l'offensive partout en Europe, n'en déplaie aux sceptiques. Les grèves, les manifestations se multiplient et réunissent souvent bien plus de travailleurs que les élections ! L'abstention ouvrière et populaire active s'aiguise, telle la taupe de Marx, creuse sous les palais présidentiels et provoque l'effondrement électoral et politique de bien des partis, de bien des institutions. Aujourd'hui ce n'est un secret pour personne : l'Union européenne capitaliste, ses États, ses partis sont en crise !

L'alternative de classe

Dans les mobilisations, dans les grèves sont en train de naître une nouvelle conscience de classe, de nouveaux militants politiques et syndicaux, moins bavards, plus concrets, plus rugueux – moins réalistes diront certains... La réalité du chômage de masse fait réagir nombre de travailleurs qui comprennent que s'ils veulent survivre, ils doivent s'organiser pour lutter. La grève exemplaire des cheminots du RER A, la grève des routiers, la mobilisation des travailleurs du commerce (exploités parmi les exploités) contre la loi Macron en sont des exemples. La crise de la direction confédérale de la CGT, qui ne se refermera pas avec le « nouveau » secrétaire général Martinez, issu du sérail bureaucratique, en est un autre.

C'est au cœur des luttes du mouvement ouvrier que résident l'avenir et l'espoir de l'humanité, c'est là que le potentiel révolutionnaire réside et c'est là que nous construirons, avec d'autres, le parti ouvrier internationaliste pour le socialisme.

Alors nous réitérons notre appel à tous ceux qui se réclament du mouvement ouvrier : mobilisons-nous dans l'unité pour l'annulation de la dette, contre le pacte de responsabilité, contre la loi Macron !

Nous invitons tous ceux qui nous soutiennent, qui nous lisent et défendent nos analyses à nous rejoindre pour construire avec nous, à la chaleur des luttes, l'outil de notre émancipation : le parti ouvrier internationaliste pour le socialisme et la Quatrième Internationale.

1) Lire notre dossier « Annuler la dette maintenant » sur www.gsi-qi.org/?cat=19.

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-qi.org - Site Web : <http://www.gsi-qi.org/>
Clôture rédactionnelle le 6 février 2015 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Relecture : C. BOISSON.
Dépôt légal à la parution - ISSN n°2268-0705

Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 PARIS - France

Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Mathieu

Le mois de janvier a été placé sous le signe de la montée de la lutte des classes en Europe. À travers le continent, les travailleurs se mobilisent contre les licenciements, pour des hausses de salaire, contre la déréglementation, contre la privatisation. En d'autres termes, de larges secteurs de la classe ouvrière se mobilisent contre les directives européennes, les traités de l'UE et l'austérité imposée par les différents gouvernements. Le rythme des attaques contre les conquêtes ouvrières a tendance à unifier et à synchroniser la riposte des travailleurs. Ces mobilisations sont autant de coups de butoir, non seulement contre la politique des gouvernements bourgeois, mais aussi contre les bureaucraties syndicales et les organisations politiques qui divisent les travailleurs et empêchent l'émergence d'un débouché politique favorable aux intérêts des travailleurs.

Europe

En **Allemagne**, au cours de la dernière semaine de janvier, 165 000 métallos ont pris part aux grèves d'avertissement organisées par le syndicat IG Metall pour exiger une augmentation de 5,5 %. Le patronat ne cédant pas, les grèves pourraient prendre de l'ampleur. Ce sont également les niveaux de rémunération qui sont à l'origine de la grève des agents de sécurité des aéroports de Bonn et Düsseldorf à la fin du mois de janvier. Leur débrayage a entraîné la suppression de plus de 250 vols (sur près de 650 prévus) dans ces deux aéroports. Les syndicats de cheminots menacent également de cesser le travail si la direction de la DB ne réduit pas les différences de salaire entre les travailleurs qui ont différents statuts depuis la privatisation du rail dans ce pays. Sur le plan politique, on signalera aussi les importantes mobilisations (plus de 100 000 manifestants) qui ont traversé tout le pays contre le mouvement xénophobe d'extrême droite Pegida.

Au Royaume-Uni, les chauffeurs de bus de Londres, répartis en dix-huit compagnies différentes, ont cessé le travail le 5 février pour exiger une harmonisation des grilles de salaires et des conditions de travail. La

moitié des lignes ont été fermées en raison de l'arrêt de travail. Les transports de la capitale britannique ont été privatisés dans les années 1990. Si le secteur des transports est la pointe de la contestation sociale au Royaume-Uni, les employés de la santé se battent aussi, à travers des arrêts de travail, contre le démantèlement du système de santé publique (NHS),

menacé l'exécutif de se joindre à leur mobilisation. Face au risque de grève générale, le gouvernement polonais a reculé. Ce recul est d'autant plus significatif pour la situation européenne que l'actuel président du Conseil européen, Donald Tusk, est issu de ce gouvernement.

En **France**, le gouvernement accélère ses



Manifestation contre la taxe sur l'eau en Irlande

conquête de la classe ouvrière anglaise après la Seconde Guerre mondiale.

En **Irlande**, depuis plusieurs mois, les travailleurs se mobilisent contre la fin de la gratuité de l'eau dans le pays. La privatisation de l'eau décidée par le gouvernement correspond à une exigence de l'UE qui veut privatiser ce secteur. Samedi 31 janvier, ils étaient des milliers à défiler dans les rues principales du pays. Dans les manifestations, la dénonciation de la troïka (UE-BCE-FMI) à l'origine des plans d'austérité imposés au pays pour satisfaire les marchés financiers était très présente.

En **Pologne**, pour se conformer aux directives européennes de privatisation de l'énergie, le gouvernement a annoncé au début du mois de janvier sa volonté de licencier 5 000 mineurs sur 49 000 de l'entreprise publique de charbon Kompania Weglowa, et de fermer quatre puits. Face à cette annonce les mineurs se sont organisés en comités de grève dans tout le pays. Mi-janvier, les syndicats des chemins de fer et de l'énergie se sont solidarisés avec les grévistes et ont

France

attaques contre les travailleurs. La logique est toujours la même : faire payer la crise capitaliste aux travailleurs, au nom du paiement de la dette, par la déréglementation de la législation du travail, par la privatisation des services publics – santé, éducation, transports, énergie –, par la baisse des salaires. Toutes ces contre-réformes se font au service des marchés financiers et en accord avec les directives de Bruxelles.

Néanmoins, le gouvernement se heurte à la résistance âpre et quotidienne des travailleurs, ce qui l'empêche d'avancer aussi vite qu'il le prétend. Cette situation est d'autant plus remarquable que les bureaucraties syndicales font tout pour diviser les travailleurs. Mais comme l'a montré la profonde crise qui a secoué la CGT ces dernières semaines, rien n'est réglé. L'importante activité de la lutte des classes dans le pays montre que toutes les conditions sont réunies pour avancer vers

la grève générale jusqu'au bout et mettre un coup d'arrêt à la politique anti-ouvrière du gouvernement et aux plans de l'UE.

Le **26 janvier**, 10 000 personnes ont manifesté dans les rues de Paris contre la loi Macron qui prévoit la remise en cause de l'ensemble de la législation du travail conquise par les travailleurs depuis des dizaines d'années. Cette manifestation, qui était couplée par des appels à la grève, a été organisée par les unions régionales CGT, FO, FSU et Solidaires et soutenue par des syndicats départementaux tels que l'UD CGT 75. Le cortège était constitué de nombreux **travailleurs du commerce**. Ils ont été rejoints par d'autres travailleurs en grève.

Le **29 janvier**, à l'appel des fédérations de **l'énergie et des cheminots** des syndicats CGT et FO, 30 000 personnes ont défilé dans les rues de Paris pour dénoncer la loi de transition énergétique et le paquet ferroviaire, contre lequel les cheminots ont observé deux semaines de grève en juin dernier. Ces lois visent à appliquer les directives européennes de déréglementation et de privatisation aux secteurs de l'énergie et du rail. La mobilisation aurait pu être plus importante encore si la manifestation avait été accompagnée d'un appel ferme à la grève. Quoi qu'il en soit, la jonction entre ces deux secteurs montre la voie aux travailleurs et indique que les bases des travailleurs poussent.

Les **médecins urgentistes et les médecins généralistes** poursuivent leur mobilisation contre la loi santé de Marisol Touraine. Les cabinets médicaux et les urgences des hôpitaux sont particulièrement touchés. Le gouvernement cherche à opposer les médecins aux patients en faisant passer les premiers pour des privilégiés aux yeux des seconds. En réalité, la loi s'inscrit dans un vaste plan de coupes budgétaires dans les budgets de la santé et de la sécurité sociale de 11 milliards d'euros. Encore une fois, cette contre-réforme correspond aux exigences de l'UE de réduire les dépenses publiques pour payer la « dette ». À la fin ce sont les travailleurs, médecins et patients, qui en pâtissent.

Depuis le début du mois de janvier, les **chauffeurs routiers** multiplient les actions de blocage, surtout dans les zones industrielles, les plates-formes logistiques et les raffineries. Les villes de Lille, Rouen, Le Havre, Rennes, Nantes, Toulouse ainsi que certaines zones de la région parisienne ont été particulièrement concernées par ces arrêts de travail. Ils se battent pour obtenir une augmentation de 5 % alors que leurs salaires sont gelés



**Grève sur le RER A, le jeudi 29 janvier
Ici, gare Saint-Lazare**

depuis 2010. Ils dénoncent également le dumping social favorisé par les directives européennes qui ont déréglementé le droit du travail dans ce secteur à l'échelle du continent. La mobilisation est forte et a contraint l'intersyndicale CGT-FO-CFTC-CFE-CGC à appeler à des blocages. Malgré ses contorsions pour ne pas appeler à la grève, la CFDT, premier syndicat du secteur, a dû se joindre temporairement à la mobilisation sous la pression de sa base.

Les **éboueurs de Marseille** ont cessé le travail pour exiger des embauches et la levée de sanctions contre certains agents prises par la direction. Au bout d'une semaine de conflit, et après avoir partiellement obtenu satisfaction, les travailleurs ont repris le travail. À **Strasbourg**, les éboueurs ont prévu une grève le 11 février pour s'opposer à la fin du « fini-parti » qui permet aux travailleurs de rentrer chez eux lorsqu'ils ont terminé leur tournée avant la fin de la journée de travail.

Le **29 janvier**, les **agents RATP du RER A** ont effectué un arrêt de travail surprise après qu'un conducteur a été agressé par un voyageur. Les travailleurs de la RATP n'ont prévenu ni la direction, ni les directions syndicales afin de créer un effet surprise et stopper effectivement le trafic. En effet, depuis des années les directions des entreprises de transports avec la connivence des directions bureaucratiques syndicales ont mis en place toute une série de mesures pour diminuer l'impact des mouvements de grève. Le 29 janvier, presque aucun train n'a circulé sur cette ligne qui est la plus fréquentée du pays et

la direction n'a pu faire appel à des cadres pour substituer les grévistes. Cet arrêt de travail surprise, cette vraie grève, préfigure le caractère explosif et inattendu des conflits à venir.

Enfin il faut signaler que les mouvements de grève ne se limitent pas à ces mobilisations les plus visibles. Chaque jour ce sont des dizaines d'arrêt de travail qui se produisent à travers tout le pays. La plupart ne sont pas évoqués dans la presse. Rien qu'au cours de la dernière semaine de janvier on a répertorié des arrêts de travail dans les collectivités territoriales (à Arles, Saint-Étienne, Marseille, Plaisir), dans la grande distribution (à Roubaix), dans les transports en commun (à La Rochelle, dans la Marne, à Montpellier), dans la logistique (à Ifs), dans l'industrie (à Toulouse, Angoulême, Doucey, Lacs, Masnières, Grand-Couronne), dans l'éducation, dans la santé, dans les tribunaux de commerce.

À chaque fois ce sont des dizaines, voire des centaines de travailleurs qui se mobilisent contre les bas salaires, les licenciements, les mauvaises conditions de travail. L'ensemble de ces mobilisations montre que les travailleurs sont prêts à partir à l'offensive. Il leur manque un outil qui permette de dépasser l'obstacle des bureaucraties syndicales et puisse œuvrer à l'unification des luttes de la classe ouvrière.

L'union nationale contre la laïcité

Par J-Louis

Les attentats abjects contre la rédaction de Charlie Hebdo et le magasin « hyper cacher » de la porte de Vincennes à Paris, les assassinats d'un agent de maintenance et de trois policiers en relation avec ces attentats, en tout 17 morts exécutés de sang froid, ont eu une conséquence politique majeure.

Ils ont donné à l'État bourgeois, à ce gouvernement et aux capitalistes dont il sert les intérêts des armes idéologiques pour chercher à imposer un climat d'union nationale favorable à la remise en cause rapide de ceux des acquis ouvriers et démocratiques qui n'ont pas été liquidés jusqu'ici.

Le gouvernement, les parlementaires, les état-majors politique – du PCF au FN – y sont allés de leurs propositions sécuritaires, allant même jusqu'à réclamer un « *patriot act* à la française » dans une surenchère nauséabonde, adhérant aux thèses néo-conservatrices du « choc des civilisations » et à la thématique de la « guerre contre le terrorisme » !

Chacun sait pourtant, l'histoire nous a suffisamment instruits à ce sujet, qu'il n'y a pas loin des mesures exceptionnelles, dont le gouvernement Hollande-Valls s'est fait le chantre, aux mesures d'exception, quoi qu'en dise le Premier ministre.

À la suite de ces attentats, l'indignation de millions a été instrumentalisée par les institutions de l'État. Des dizaines de chefs d'État et de ministres ont défilé à Paris, intronisés défenseurs de la liberté d'expression, tous détenteurs d'un brevet de démocratie délivré pour l'occasion par F. Hollande.

Alors et depuis, on a beaucoup parlé de la laïcité, comme toujours pour mieux l'attaquer, puisque ce qui serait une sorte d'incongruité historique heurte internationalement la sensibilité d'une extrême droite certaine, souvent religieuse, jusqu'à une certaine « extrême gauche », souvent naïve, qui a, elle, oublié les classiques du marxisme.

Aussi, nous pourrions nous poser quelques questions : pourquoi ce pays qui est la cinquième puissance impérialiste est-il une république laïque ? Pourquoi ce pays d'Europe n'est-il pas une monarchie comme il en existe encore tant et pourquoi n'y a-t-il pas ici une religion officielle ou, disons, une ou des religions reconnues, mais une

société laïque dans laquelle tout un chacun peut penser ce qu'il veut et le dire ?

En conséquence, cela est-il supportable à la bourgeoisie à l'époque de la décadence impérialiste qui se caractérise comme la réaction sur toute la ligne ? Enfin faut-il défendre la laïcité ou lui préférer... Lui préférer quoi ?

Ainsi, encore une fois, nous devons revenir sur ce que représente cet acquis démocratique et sur la nécessité de la défendre, non pas comme une sorte de fétiche, de nostalgie, mais comme un point d'appui pour développer notre combat pour en finir avec le vieux monde. Commençons par quelques définitions et par cerner quelques enjeux.

Quelques définitions

Qu'est-ce que la laïcité ? C'est un *principe politique* appuyé sur un *principe éthique*. Le principe éthique est celui qui pose que chaque personne est libre de sa conscience. Libre de sa conscience, c'est-à-dire de ses croyances religieuses ou attitudes philosophiques.

Car la *liberté religieuse* se limite au choix d'une religion, écartant tout choix *philosophique* en dehors du religieux : typiquement l'agnosticisme (le fait de ne pas croire en un ou des dieux) et l'athéisme (le fait de nier l'existence de tout dieu). La liberté religieuse est donc *ipso facto* une obligation religieuse admettant le seul choix entre des religions diverses.

La *liberté de conscience*, elle, élargie la liberté religieuse en englobant l'agnosticisme et l'athéisme : mieux, elle ne discerne pas entre croyance religieuse et attitude philosophique ; l'une n'est pas supérieure à l'autre; elles sont sur le même plan. La liberté de conscience implique que les personnes étant libres de leur choix, elles peuvent changer d'avis comme bon leur semble.

Le principe politique qui s'appuie sur la liberté de conscience, la *laïcité*, veut que les institutions religieuses et l'État soient séparés. Insistons bien : la laïcité, n'est pas une religion, mais un principe politique ! Les personnes étant libres de leur conscience, elles sont libre de pratiquer ou non les rites qui se rattachent à leurs croyances. L'État n'a pas à se prononcer sur les croyances ou attitudes philosophiques. Les organisations qui permettent la pratique de ces rites doivent être des privées, elles

doivent pouvoir se constituer librement et exercer leurs activités dans le cadre des lois civiles et, cela va sans dire, pénales.

Apparaît un écueil, de taille, le *cléricalisme* qui prône la prédominance des idées religieuses et du clergé dans la vie publique et dans la politique. À la question « les lois divines doivent-elles s'imposer à tous » ? Les cléricaux répondent : « oui, les lois civiles doivent se soumettre aux lois divines » et en conséquence, le clergé dispose d'une voix prépondérante dans toutes les affaires publiques. Quand nous parlons ici de « clergé » c'est dans le sens le plus large, l'ensemble des dignitaires religieux, qu'il soit organisé de façon hiérarchique (catholicisme) ou non (islam sunnite) importe peu.

Le cléricalisme peut se décliner en deux variantes. Soit l'État est une *théocratie* et alors les dignitaires religieux exercent le pouvoir politique sans qu'il y ait le moindre degré de séparation entre institutions civile et religieuses. Il va sans dire qu'une théocratie ne connaît d'une seule religion et *tolère* parfois d'autres pratiques condamnant toujours l'agnosticisme et l'athéisme.

Le *concordat* est la seconde forme de cléricalisme. C'est celui de 1801 qui a dominé en France tout au long du XIX^{ème} siècle et qui domine encore en Alsace et en Moselle. Le concordat, est un régime de reconnaissance officielle d'une ou plusieurs religions dont l'exercice se développe dans le cadre de l'État qui salarie le clergé et finance les cultes qu'il reconnaît. C'est en définitive une forme de traité signé entre le pouvoir civil et le clergé, par lequel le pouvoir civil reconnaît une place prépondérante au clergé dans l'État.

À la question « les lois divines doivent-elles s'imposer à tous » ? Les anticléricaux répondent : « non, les lois civiles doivent s'imposer à tous quelles que soient leurs croyances ». La laïcité est donc un principe politique *anticlérical* car elle ne reconnaît aucune prépondérance aux dignitaires religieux.

En conséquence, dans un pays comme la France, le *délit de blasphème* a été aboli, en 1905. Tout au plus cette question ne devrait être qu'un objet interne à la religion concernée. Pour être encore plus clair, la critique envers une religion ou une quelconque attitude philosophique doit être

Analyse

libre, les lois réprimant l'injure, la diffamation, l'incitation à la haine, l'appel au meurtre, etc.

Quand nous écrivons que le blasphème ne peut qu'être qu'un délit interne, cela signifie, pour prendre un exemple, que le blasphème vis-à-vis du dogme catholique ne pourrait être reproché qu'à un catholique et dans le cadre de l'organisme qui organiserait le culte catholique : ce devrait être une simple *question disciplinaire* qui ne concerne pas l'État.

Il demeure pourtant que les tenants d'une société cléricale prétendent souvent que « anticlérical » signifie *antireligieux*. Bien entendu, c'est un amalgame qui par lequel ils veulent discréditer les partisans d'une société laïque.

Quelques enjeux

La loi de séparation de l'Église et de l'État a été votée en 1905, ceci ne met pas fin aux exigences cléricales millénaires. Le retour de l'Alsace et de la Moselle sous souveraineté française a permis une première entorse. Au prétexte que ces trois départements étaient annexés à l'Allemagne en 1905, ils sont restés sous statut concordataire après 1919.

Le concordat concerne le catholicisme, le culte réformé (protestant), le judaïsme. Les responsables de ces trois cultes sont favorables à l'extension du concordat à l'islam. Par ailleurs des responsables politiques, surtout à l'UDI ou à l'UMP, mais pas seulement, se sont souvent montrés favorables à l'extension du statut concordataire à l'ensemble du pays.

De même, le débat sur le délit de blasphème est de retour, pour son abrogation en Alsace-Moselle, voire en Allemagne – pour cause de défense de la liberté d'expression – pour sa réintroduction en France, sous prétexte de respect des dogmes religieux.

L'offensive se développe désormais sur le thème du « vivre ensemble ». Tout serait donc permis à ce titre, y compris un retour subreptice aux valeurs du régime de Vichy, avec célébration d'un nationalisme exacerbé dans tous les domaines de la vie, y compris et surtout à l'école publique.

Depuis vingt-cinq ans, la question de « l'islam de France » est un thème récurrent, en miroir avec celui de « l'islamophobie », terme qui figure désormais dans tous les discours officiels et chez les présentateurs du « JT » de toutes les chaînes de télévision.

Pour les gouvernements qui se sont succédé depuis disons cinquante ans, il ne s'agit pas de lutter contre une forme spécifique de racisme qui s'exerce à l'encontre des Arabes ou supposés tels (pour un raciste, un

Kabyle, par exemple, est « un Arabe » et tous les « Arabes » sont « musulmans », ce qui est faux). En fin de compte il s'agit bien de racisme et, pour l'État, il ne s'agit pas de lutte contre le racisme.

Au nom de « l'islam de France »...

Au nom de la nécessité de « faire une place à l'islam dans la République » et de « lutter contre l'islamophobie », il s'agit pour ces gouvernements de démanteler la laïcité de l'État et de l'école publique. Insistons : le *prétexte* a souvent changé depuis 1919, l'objectif pour la bourgeoisie est toujours de revenir sur cet acquis démocratique qui ne serait pas advenu sans l'impulsion décisive du mouvement ouvrier à la fin du XIX^{ème} siècle.

Les cléricaux veulent imposer l'ordre dans les consciences, l'ordre républicain pour l'instant, sachant que ces derniers ont le plus souvent une conception monarchiste ou bonapartiste de la société... Quelle que soit la forme de cet ordre, les religions qui se réclament d'Abraham, judaïsme, christianisme et islam se prononcent pour la défense de la propriété privée et c'est ce qui importe à la bourgeoisie en ces temps agités où la révolution prolétarienne menace.

L'État bourgeois veut l'ordre dans les consciences, depuis la chute du Mur de Berlin, il doit trouver un remplaçant au stalinisme ; il veut également faire des économies et transférer ce qui relève encore de la « solidarité nationale », du service public et de l'impôt associé à la cotisation sociale, le transférer à l'action charitable, caritative au don volontaire, défiscalisé et subventionné. La solution s'offre à lui sous la forme d'institutions qui veilleraient à ce que les « mécréants » soit écartés de la soupe populaire.

C'est pourquoi, depuis le précédent scandaleux de la cathédrale d'Évry, construite en partie avec de l'argent public, en contradiction avec la loi de 1905, les édifices religieux ont poussé comme des champignons subventionnés par les communes, départements et régions, grâce à la décentralisation et en fonction des intérêts des nouveaux pouvoirs féodaux.

C'est pourquoi, chaque « incident » autour de signes religieux, du contenu des cours, des pratiques alimentaires sert à rappeler le « principe » de la laïcité, sans jamais la définir il faut le souligner, rappel qui est immédiatement suivi d'un renforcement des subventions aux établissements scolaires privés, la plupart du temps, confessionnels (catholiques essentiellement, juifs souvent et désormais aussi musulmans) ; suivi d'une extension de l'enseignement du « fait

religieux » sous toutes les variantes : sous le voile islamique se cachent les évêques catholiques ; suivi d'une plus grande ouverture du champ politique à expressions de dignitaires religieux le plus souvent sous une forme « œcuménique » : prêtre, pasteur, rabbin, imam.

Il en va de « la laïcité » comme du Code du travail : la bourgeoisie française, comme les institutions européennes, préfèrent maintenir le terme pour mieux le vider de son contenu, ainsi elle escompte éviter l'affrontement et peut s'appuyer sur ceux qui, se réclamant du mouvement ouvrier, vont être ses meilleurs alliés, paralysés par la honte du passé (et du présent) colonial dont seule la bourgeoisie devrait porter le fardeau.

L. Trotsky, polémiquant avec J. Burnham questionne ce dernier : « (...) *peut-être voulez-vous dire que la religion n'a aucune importance politique ? Qu'il serait possible d'être en même temps un homme religieux et un communiste conséquent, un combattant révolutionnaire ? Il est peu probable que vous vous risquiez à proférer une pareille affirmation. Évidemment nous nous comportons avec prudence vis-à-vis des préjugés religieux d'un travailleur arriéré. S'il désire combattre pour notre programme nous l'acceptons comme membre du parti. Mais en même temps notre parti l'éduquera avec persistance dans l'esprit du matérialisme et de l'athéisme. (...) Dans la bourgeoisie instruite il y a pas mal de gens qui ont rompu individuellement avec la religion, mais ils gardent leur athéisme exclusivement pour leur consommation personnelle. Ils pensent en leur for intérieur et disent souvent en public qu'il est utile au peuple d'avoir une religion. »*

Voici exposée succinctement par Trotsky ce qui est la position du GSI pour la IV^{ème} Internationale. C'est effectivement un débat d'une grande actualité et les organisations qui se réclament – de moins en moins ? - de l'héritage de Trotsky devraient y réfléchir et abandonner cette attitude condescendante et paternaliste vis-à-vis des travailleurs et jeunes, musulmans surtout : car si *tout* est dans « Le » livre, alors *rien* n'est dans le programme de la révolution socialiste. Et, nous ne parlons pas, là, de jeunes « cathos » intégristes convertis au salafisme...

En conséquence, sur cette ligne aucun travailleur ne pourrait être gagné au programme s'il n'est athée, et *mutatis mutandis*, les trotskystes devraient-ils abandonner leur combat et se convertir à une religion ou une autre en fonction de leur environnement pour faire du para-syndical, de l'associatif et du... caritatif ?

Loi macron

Construire l'unité pour gagner son abandon

Par Rémy

Le 26 janvier, la mobilisation contre le projet de loi Macron a franchi un cap. Pour la première fois depuis la parution du projet de loi en novembre 2014, une manifestation régionale en Ile-de-France et interprofessionnelle a exigé le retrait du projet de loi. Force est de constater que l'« union nationale » que le gouvernement a voulu imposer à la faveur des tragiques événements de *Charlie hebdo* porte de Vincennes et de Montrouge n'a pas tenu quinze jours.

Jusqu'ici, seules les organisations syndicales du commerce et des services de Paris étaient engagées dans la bataille. Les mobilisations historiques des salariés du commerce de Paris du 14 novembre et du 16 décembre ont permis d'imposer ce premier appel interprofessionnel.

Le projet de loi Macron, du nom de l'actuel ministre de l'Économie, est la continuité du pacte de responsabilité et de l'Accord national interprofessionnel de 2013. Il synthétise la politique du gouvernement au service du patronat avec deux axes principaux : démanteler les fondamentaux du code du travail et « libéraliser » les professions réglementées.

Cette loi que certains présentent comme « fourre-tout » touche pêle-mêle les salariés du commerce, les conseils de prud'hommes, les règles de licenciement collectif, les avocats, les notaires, les huissiers, la concurrence dans le transport, etc. Elle a pourtant une grande cohérence. En attaquant dans un même mouvement le prolétariat de différents secteurs et la petite bourgeoisie, le gouvernement prend un vrai risque : celui d'une mobilisation qui pourrait inverser le rapport de forces dans la lutte de classe, y compris au-delà des frontières françaises. Nous pouvons comparer l'objectif visé par la loi Macron avec les contre-réformes Hartz en Allemagne.

La mobilisation se développe

Des militants du GSI interviennent dans le commerce parisien. Nous avons relaté et



Contre la loi Macron, le 27 janvier. Cortège de tête : salariés du commerce de Paris

analysé dans les pages de *L'Internationaliste* la mobilisation des salariés du commerce contre l'offensive continue du patronat pour déréglementer les horaires : loi Maillé de 2009, rapport Bailly, mission d'information et d'évaluation de la Mairie de Paris et enfin loi Macron. Les travailleurs se sont saisis de la question des horaires.

Pour ces derniers mois, la lutte s'est traduite par deux premiers rassemblements en juin 2014 et en septembre de la même année, regroupant plusieurs centaines de salariés pour arriver à deux manifestations, le 14 novembre et le 16 décembre, comptant plusieurs milliers de travailleurs.

L'impulsion donnée par le commerce parisien a contraint la bureaucratie syndicale à se saisir, à reculer, du combat contre la loi Macron. Rappelons que la confédération CGT, engluée dans l'affaire Le Paon et la crise de succession qu'elle a ouverte, n'a eu aucune expression sur cette question. Ajoutons que ce n'est finalement pas plus mal : elle aurait pu s'y montrer favorable ! Dans le même temps les bureaucrates confédéraux continuaient de participer aux « négociations » sur la formation professionnelle, sur le dialogue social qui avaient toutes comme objectif de satisfaire les exigences du patronat.

À ce titre, la manifestation du 26 janvier mérite que l'on s'attarde à son contenu. Bien que mal préparée régionalement, elle a toutefois rassemblé dix mille personnes avec une bonne participation des salariés

grévistés. Dans sa composition syndicale, rien de surprenant : la CGT et Force ouvrière ont fourni le gros des troupes. La FSU, Sud et l'Unsa qui appelaient également étaient très faibles.

Les cortèges les plus fournis, en dehors de la CGT commerce de Paris, étaient ceux des unions départementales, ce qui marque concrètement le début de l'interprofessionnalisation du combat contre la loi Macron. La tenue de la manifestation a été de qualité inégale le long du parcours que la préfecture avait raccourci (départ boulevard Haussmann pour une arrivée à la Madeleine au lieu de l'Assemblée nationale). De vrais mots d'ordre, criés jusqu'au bout, dans plusieurs cortèges, mais qui n'étaient pas relayés dans l'ensemble de la manifestation.

Le véritable point noir de la manifestation a été sa conclusion : les organisations ont forcé la dissolution, interdisant ainsi la tenue d'une assemblée générale de fin de manifestation annonçant la prochaine mobilisation.

Un bilan de cette fin de manifestation en queue de poisson doit être tiré. Les organisations syndicales du commerce, notamment la CGT, qui ont porté la lutte contre le projet Macron auraient dû et devront prendre leurs responsabilités dans cette situation et imposer une prise de décision collective.

Commerce

Les premiers reculs de Macron

Malgré ces manœuvres qui visent à démoraliser les salariés entrant en lutte contre la loi Macron, le gouvernement et son ministre de l'Économie doivent tout de même composer avec la lutte des classes. Emmanuel Macron a d'ores et déjà été contraint de reculer sur plusieurs aspects de son projet de loi. Il a même admis s'être trompé sur le volet des professions réglementées. De la part d'un banquier si prompt à traiter les prolos d'analphabètes, ça ne manque pas de sel !

De plus, le délai d'examen du projet de loi vient d'être allongé alors qu'il était censé être conduit à marche forcée. Ceci étant, nous devons être conscients que les fondamentaux du projet de loi ne seront pas remis en cause. La prétendue fronde d'une partie des députés PS a conduit à une réécriture cosmétique des amendements concernant le travail dominical et de nuit : rien n'a changé.

Preuve est faite que le gouvernement peut reculer mais que c'est la mobilisation qui le fera céder sur l'essentiel.

Encore des obstacles

La journée du 26 janvier pose, avec ses forces et ses faiblesses, les problèmes à résoudre pour poursuivre l'extension de la mobilisation. Et ils sont surtout à chercher dans nos rangs !

Comme premier exemple et peut-être le plus frappant, le travail de sape mené par la direction de la Fédération CGT du commerce et des services. À la veille de la manifestation du 26 janvier, elle a appelé à un rassemblement quelques jours avant

devant le siège du PS à Solférino. Une nouvelle date, discutable par ailleurs, a été décidée pour le 19 février : elle appelle à un « lâcher de ballons contre la loi Macron » (*sic*) place de la Madeleine le 10 février.

Dans la continuité nous trouvons la nouvelle direction confédérale, derrière Philippe Martinez, qui dévie la lutte pour l'abandon du projet de loi Macron dans un appel à une vague « mobilisation » tous ensemble contre l'austérité. Le tout afin de se construire une légitimité, à peu de frais et surtout sans menacer le gouvernement.

Nous avons ici une des questions centrales se posant aux travailleurs : comment faire l'unité ?

La loi Macron est un condensé des attaques subies par les salariés ces dernières années. L'unité, nous devons la construire sur une revendication. Et nous l'avons : abandon pur et simple du projet Macron !

Nous ne parlons pas de « convergence », qui si elle ne s'arrête pas en route, aboutit à mettre bout à bout les problèmes particuliers pour créer plus de confusion que de mobilisation. Nous parlons de permettre de faire réellement échec au patronat et au gouvernement.

Rappelons-nous la crise politique ouverte par le recul du gouvernement Villepin sur le CPE. Deux leçons sont à tirer de cette crise : l'unité sur un mot d'ordre des jeunes et des travailleurs permet de faire échec à la bourgeoisie, et l'absence de perspective politique permet au patronat de réimposer ses exigences quelques mois ou années plus tard.



Des notaires à la manifestation du 27 janvier

Rien à perdre, tout à gagner !

Nous l'avons dit, redit, et nous le redisons : jeunes, salariés, chômeurs, précaires, retraités, aujourd'hui nous pouvons gagner ! Les patrons et leurs alliés politiques sont bien conscients de la gravité des attaques qu'ils conduisent. En témoignent les interventions à répétition des « experts » dans la presse et les journaux télévisés pour défendre la politique suivie. Nous n'accepterons pas la remise en cause intégrale de nos droits pour satisfaire au paiement de la dette publique et privée.

Les prochaines dates sont arrêtées pour la suite de la mobilisation : jeudi 19 février et jeudi 10 mars. Dans nos syndicats, dans les sections, autour de nous, exigeons et imposons l'unité des travailleurs pour l'abandon du projet Macron !

Éducation

Au nom de l'unité nationale, la chasse aux sorcières est lancée

Par Griselda

Une nouvelle situation s'est ouverte suite aux assassinats du *Charlie hebdo* et des travailleurs du supermarché cacher. Contrairement à ce qu'il affirme, ce gouvernement veut lancer une attaque sans précédent contre la laïcité et contre la liberté d'expression. Dans la continuité de la marche du 11 janvier, l'objectif est de faire rentrer de force les personnels de l'éducation dans leur politique d'union nationale.

La ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem a annoncé de nouvelles mesures pour « rétablir l'autorité des maîtres » :

- règles de civilité et de politesse, alors que les jeunes subissent chaque jour la violence du chômage et de la crise,
- signalement systématique de tout comportement mettant en cause les prétendues valeurs de la république, en d'autres termes remise en cause de la liberté d'opinion,
- célébration des rites et des symboles dits républicains (hymne national, drapeau) pour, entre autres, exacerber le nationalisme et faire marcher au pas les jeunes derrière les

interventions militaires impérialistes de la France,

- création d'une journée de la laïcité fixée au 9 décembre, alors que le gouvernement finance à coup de millions d'euros l'enseignement privé et confessionnel catholique et privatise l'éducation,
- enseignement moral et civique dès la rentrée 2015, pour bien s'assurer que le « poison » de la lutte des classes et de la contestation ne prenne plus pied chez les jeunes.

Parallèlement, François Hollande a insisté lors de ses vœux sur la nécessité pour les chefs d'établissement et tous les personnels de l'éducation de dénoncer tout comportement « mettant en cause les valeurs de la république ou l'autorité du maître », alors que le gouvernement détruit nos statuts, nos acquis et s'attaque à nos salaires, démontrant par là tout le « respect » qu'il nous accorde... Nous serions-nous trompés de concours ? Nous pensions être des professeurs, voilà que maintenant ce gouvernement fait de nous des flics !

Hollande a insisté : aucun incident « ne sera laissé sans suite », et de nouveaux partenariats ont été signés avec la Croix-Rouge, l'Unicef, ou encore l'Association de la fondation étudiante pour la ville, pour exécuter des « mesures de responsabilisation » sous forme de travaux d'intérêt général. La punition en plus du chômage, voilà le seul avenir que ce gouvernement promet aux jeunes !

La répression n'aura pas attendu la rentrée prochaine. Au nom de la lutte contre le terrorisme, au nom de la défense de la république, deux enfants sont déjà victimes de cette chasse aux sorcières. Dans l'Aisne, un enfant de 9 ans a été auditionné car il a été dénoncé par un camarade de classe. Il aurait crié « Allah akbar, vive le Coran ! » pendant la minute de silence. À Nice, un enfant 8 ans a été auditionné (trente minutes selon la



Manifestation de l'Éducation nationale, le 3 février

police, deux heures selon son avocat) sur dénonciation de la direction. L'équipe a été saluée par la ministre : « non seulement cette équipe a bien fait de se comporter ainsi, mais son travail de suivi, et pédagogique et social, est une œuvre utile, et je l'en remercie », affirme celle-là même qui applique les contre-réformes au service du paiement de la dette.

Dans un collège de Mulhouse, un professeur d'arts plastiques a failli être suspendu quatre mois pour avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves. Seule la mobilisation des enseignants et la menace d'une grève ont forcé le recteur de l'académie de Strasbourg à une volte-face, pour réintégrer

l'enseignant. À Poitiers, un enseignant de philosophie est actuellement en mesure conservatoire pour quatre mois. Il a été dénoncé par un groupe d'élèves, et risque jusqu'à 75 000 euros d'amende et cinq ans d'emprisonnement. On lui reproche d'avoir fait l'apologie du terrorisme au cours de ses débats.

Le gouvernement Valls-Hollande veut faire porter le fardeau « moral » de la responsabilité des actes odieux qui ont eu lieu les 7 et 9 janvier sur les enseignants et tous les personnels de l'éducation pour faire taire toute contestation de sa politique. Après le démantèlement de nos statuts, de nos programmes, le gouvernement veut faire des enseignants des relais de l'appareil policier et judiciaire dans les classes.

L'objectif de ces mesures est également d'intimider tous les militants politiques et syndicaux qui ont refusé auprès de leurs élèves ou de leurs collègues de se soumettre à l'unité nationale. Ceux-là même qui ont continué de mobiliser les enseignants autour des DHG, contre le décret Peillon-Hamon, contre les contre-réformes des rythmes scolaires, des REP, pour préparer la grève nationale du 3 février.

Nous condamnons fermement ces auditions, ces mesures conservatoires et toutes les mesures que prendront la justice et la police à l'encontre de nos collègues ou de nos élèves. Cette politique a pour objectif :

- de criminaliser tous ceux qui défendent réellement la laïcité et la liberté d'expression,
- d'institutionnaliser le fichage social et politique des élèves dès l'école primaire,
- de banaliser la délation dans les établissements scolaires afin de nous diviser,
- de criminaliser l'activité syndicale qui ne respecterait pas les « valeurs de la république ».

Éducation

Extrait de la motion présentée par la camarade Yasmina lors de la commission exécutive de la CGT Educ' 93.

Jeudi 22 janvier à la Bourse du Travail de Saint-Denis, CE regroupant une quinzaine de militants syndicaux et politiques. Malgré les appels à la grève de la CGT commerce et de l'UD 75, l'UD 93 et la CGT Educ' 93 n'appelaient pas à la grève contre la loi Macron, mais seulement à aller manifester avec les travailleurs du commerce.

Seul un préavis de grève de la FERC datant du 20 janvier à Montreuil nous a permis d'être couverts pour pouvoir faire grève. Après la lecture de cette motion et plusieurs interventions, nous avons dû nous battre pour passer au vote la grève du 26 janvier. Tous les membres de la CE se sont abstenus, sauf deux militants du Front de gauche qui ont voté contre la grève. La direction a également refusé de mettre en ligne le préavis de grève fédéral sur le site et de le faire parvenir aux adhérents.

« La section CGT du collège Liberté a pris connaissance que le SDEN 93 n'avait pas déposé de préavis de grève pour la manifestation unitaire contre la loi Macron le lundi 26 janvier. C'est très grave !

Ne pas appeler à la grève et ne pas mobiliser les personnels contre la loi Macron, c'est non seulement aller à l'encontre de la défense des intérêts des personnels de l'éducation, mais c'est également faire le jeu du gouvernement et saboter le succès de la manifestation unitaire du 26 janvier.

Comme le stipulent les appels à la grève et les différents matériels de la CGT, la loi Macron est une attaque sans précédent. Contrairement à ce qui a été dit en réunion de bureau départemental et contrairement à ce que dit le gouvernement, cette loi ne concerne pas seulement les salariés du commerce, mais l'ensemble des travailleurs.

Dans ce contexte, nous saluons le préavis de grève national déposé par la Fédération (FERC) qui n'a même pas été répercuté chez nos adhérents ou sur notre site.

Nous interpellons solennellement

- la commission exécutive de la CGT Educ' 93 pour qu'elle se prononce contre la loi Macron et appelle à la grève, et mobilise effectivement dès demain pour la manifestation du 26 janvier,

- tous les militants syndicaux, en priorité ceux du bureau départemental pour qu'ils fassent grève et qu'ils participent à la manifestation aux côtés des salariés du commerce et des prud'hommes. »

**Mobilisons-nous contre la privatisation des
universités et pour l'abrogation
des décrets ComUE !**

Nous, étudiants des universités Paris III et Paris X, nous adressons à tous les étudiants et à tous les personnels pour appeler à la plus large mobilisation contre les plans de destruction-privatisation de l'enseignement supérieur, contre les fusions et ComUE.

Nous sommes tous concernés ! Les conditions d'études et de travail se dégradent et cela va en s'aggravant. Des situations inadmissibles sont devenues la norme : TD et amphis surchargés, cours supprimés, sélection à l'entrée en licence ou en master, professeurs non payés. Et à la fin de nos études, nous obtenons des diplômes dévalorisés qui ne nous garantiront ni droits ni salaire décent. La seule garantie est le chômage ! En France, 1,9 million des 15-29 ans sont au chômage ou hors des statistiques du chômage et 80 % des actifs de moins de 30 ans n'ont pas de CDI à temps plein.

**D'ici à 2017, le budget des
universités amputé
de 1,6 milliard d'euros**

Tous les ans de nouvelles coupes budgétaires sont effectuées. Au mois de novembre, le gouvernement a décidé d'effectuer une coupe de 400 millions d'euros lors du dernier versement de la dotation de l'État aux universités. De plus, le gouvernement a déjà prévu de réduire de 1,6 milliard sa participation au budget des universités d'ici 2017. Cette situation a déjà mené plusieurs universités à la cessation de paiement comme cela est arrivé à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Le gouvernement justifie la privatisation de nos universités (et de tous les services publics) par la prétendue nécessité de faire des économies car les caisses de l'État seraient vides. Or, des milliards d'euros sont dépensés pour rembourser la dette publique ou pour les opérations militaires en Afrique et au Moyen-Orient. En 2014, le budget de l'enseignement supérieur était de 26 milliards d'euros, alors que celui du remboursement des intérêts de la dette

était de 48 milliards d'euros, et celui de la défense de 31 milliards.

**Mobilisation et unité contre la
privatisation des universités !**

La loi Fioraso et ses fusions d'universités (les ComUE) aggravent la situation. Pour les étudiants, les ComUE représentent la suppression de filières, de cursus, de cours, l'augmentation des frais d'inscription, la sélection et la fin du cadrage national des diplômes. Voilà la réalité des fusions d'universités !

De nombreuses universités ont commencé à se mobiliser contre l'austérité dans l'enseignement supérieur et contre les ComUE. À Toulouse - le Mirail, la mobilisation suite à l'assassinat de Rémi Fraisse a été massive et de nombreuses AG réunissant plus d'un millier d'étudiants (jusqu'à 1 500 !) se sont tenues autour du mot d'ordre : « De l'argent pour les facs et les lycées, pas pour les flics ni pour l'armée ! ».

Les ComUE sont rejetées massivement dans toutes les universités et au niveau national (CNESER) par les représentants des personnels. Ainsi, les manifestations du 11 décembre contre les ComUE, que nous avons soutenues activement, ont été un succès partout en France.

Depuis le 26 janvier, les vacataires enseignants de science politique, d'arts du spectacle et d'anthropologie de l'université Lumière Lyon II sont en grève. Comme le dit leur appel, « depuis le début des enseignements au mois de septembre, les vacataires n'ont pas de contrat de travail et, par conséquent, n'ont fait l'objet d'aucune rémunération. Certain.e.s de ces enseignant.e.s ne sont toujours pas payé.e.s pour des heures effectuées pour l'année universitaire 2013-2014. »

À Paris VIII Saint Denis, qui compte 30 % de contractuels, les personnels précaires organisés dans le Collectif des bas salaires sont en grève depuis le 19 janvier.

Ces luttes montrent la voie à suivre afin que tous ensemble, étudiants, personnels et enseignants, nous construisions une mobilisation large, unitaire et nationale

**Extrait de la pétition du Collectif
des vacataires et précaires de
l'université Lyon II**

« Nous, vacataires de l'université Lyon II, exigeons l'établissement d'un contrat de travail de plein droit pour tous les vacataires.

Nous, vacataires de l'université, enseignons depuis le début de l'année sans contrat de travail. Devant la reconduction de pratiques indécentes bafouant le droit du travail, nous exigeons :

- la signature d'un véritable contrat de travail à durée déterminée avant le début des cours qui engage sur un volume horaire ferme et un emploi du temps un mois avant le premier cours,
- l'exonération des frais d'inscription pour les vacataires employés par l'université,
- le paiement mensuel des heures effectuées dans le mois à la fin du mois,
- la prise en charge d'une couverture maladie par l'employeur et le paiement par l'université des cotisations sociales associées afin d'être couvert en cas d'arrêt maladie.

Ces mesures sont indissociables les unes des autres et c'est leur mise en place dans leur totalité que nous réclamons, faute de quoi l'enseignement à l'université serait largement compromis. »

Signez la pétition sur change.org :

www.change.org/p/direction-des-ressources-humaines-de-l-universit%C3%A9-Lumi%C3%A8re-lyon-2-nous-vacataires-de-l-universit%C3%A9-lyon-2-exigeons-l-%C3%A9tablissement-d-un-contrat-de-travail-de-plein-droit-pour-tous-les-vacataires.

contre la destruction-privatisation des universités et pour l'abrogation de la loi Fioraso et des décrets ComUE.

**Mobilisation et unité
pour l'abrogation de la
loi Fioraso et des décrets
ComUE !**

**Solidarité avec les
personnels précaires en
lutte de Lyon II et de
Paris VIII !**

Une nouvelle guerre du pétrole ?

Par Emeric

En l'espace de six mois, le pétrole a perdu 60 % de sa valeur boursière, passant de 110 dollars le baril à moins de 50 dollars, tandis que le cours du gaz naturel suivait une pente similaire. Alors que la crise économique s'approfondit, que les révolutions du « Printemps arabe » ont durablement marqué les esprits et que les interventions militaires impérialistes se multiplient dans les pays producteurs comme l'Irak, la Syrie, la Libye ou dans les pays stratégiques pour son transport comme l'Ukraine, cette dégringolade interpelle.

Véritable poumon de l'économie capitaliste, le pétrole est une source d'énergie incontournable, mais également une matière première essentielle pour l'industrie chimique et la production des plastiques, des textiles, des cosmétiques ou encore des médicaments. Ce n'est donc pas un hasard si ce secteur stratégique a été une source précoce de conflits interimpérialistes et que de puissants monopoles se sont constitués pour s'en assurer le contrôle, de la prospection à la distribution des produits finis.

Comme d'autres matières premières, le pétrole a connu un accroissement considérable de la spéculation à partir de la fin des années 1990. En moins de dix ans, le prix du baril a presque été multiplié par dix, au plus grand profit des poids lourds du secteur. Le groupe Total, dont le chiffre d'affaires s'élevait à 228 milliards de dollars, a ainsi versé en 2013 plus de 6 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires !

L'éclatement de la bulle spéculative immobilière en 2008 a cependant fait plonger brutalement les cours du pétrole, de 147 à 35 dollars, avant que ceux-ci ne retrouvent et ne dépassent leurs précédents records dès 2011. Mais en novembre dernier, l'annonce par l'OPEP¹, au sein de laquelle l'Arabie Saoudite a un poids prépondérant, du maintien de ses niveaux de production a entraîné une nouvelle chute des cours.

Une baisse des cours aux conséquences multiples

Il n'est pas évident de déterminer à qui profite la baisse, tant les conséquences de cette décision apparaissent multiples. On peut y voir la volonté de relancer l'économie, dont le ralentissement s'intensifie avec l'entrée en récession de l'Europe, le marasme persistant du Japon et l'essoufflement de la Chine, première « usine du monde ». La baisse du prix de l'énergie risque toutefois d'aggraver la crise économique en alimentant la déflation qui s'installe en



Europe et au Japon, avec les conséquences que *L'Internationaliste* n° 146 a déjà pointées² : baisse de la production, baisse des salaires, défaut de paiement des emprunts bancaires et cercle vicieux de la dépression économique.

La Russie pourrait également être visée, dans la mesure où cette baisse entraîne une perte financière importante pour l'ensemble des pays producteurs. L'intervention militaire de celle-ci en Ukraine a déjà conduit les États-Unis et l'Union européenne à adopter des sanctions commerciales. Avec la baisse des cours, les attaques spéculatives contre le rouble et la fuite des capitaux, ce sont près de 200 milliards de dollars qui vont manquer dans les caisses de l'État russe. Une manière de rappeler à V. Poutine, qui menaçait en mars dernier d'abandonner le dollar et de provoquer l'effondrement de l'économie mondiale,

que les États-Unis sont toujours la principale puissance impérialiste. L'Iran, le Venezuela et l'Algérie subissent également violemment cette baisse, à tel point que cette dernière est au bord du défaut de paiement.

Il pourrait enfin s'agir d'un bras de fer engagé par l'Arabie Saoudite contre les États-Unis. Allié traditionnel de Washington dans le golfe Persique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Riyad livre ses ressources pétrolières à des conditions avantageuses en échange d'une protection militaire et d'un soutien sans faille à la monarchie. Toutefois, la contestation du train de vie et de la politique pro-américaine de la dynastie des Saoud étant de plus en plus virulente, les États-Unis ont été contraints de réduire leur présence militaire et de se priver de cette base arrière durant la guerre d'Irak. Premier pays exportateur mondial de pétrole, l'Arabie Saoudite s'inquiète de la réduction de la dépendance américaine avec la mainmise obtenue sur les gisements d'Irak et surtout avec la montée en puissance de la production de gaz et pétrole de schiste.

Contradictoires en apparence, ces conséquences jouent globalement dans le sens des intérêts étatsuniens. Pour s'en convaincre, il est important de revenir sur deux aspects : le circuit financier des pétrodollars et la bulle spéculative accumulée sur les gaz et pétroles de schiste.

L'économie des pétrodollars

Le *Financial Times* a estimé à plus de 1 300 milliards de dollars la perte que représente une baisse de 40 dollars par baril sur une année pour les pays producteurs. Cette somme colossale a le mérite de mettre en lumière le poids considérable de l'industrie pétrolière dans l'économie mondiale.

Mais ce transfert ne bouleverse par l'économie des pétrodollars dans la mesure où ceux-ci, accumulés par les

pays producteurs depuis les années soixante-dix grâce aux cours élevés du pétrole, bénéficient aux puissances impérialistes elles-mêmes. En effet, au-delà du financement des politiques clientélistes et des projets mégalomaniques de quelques familles royales, l'essentiel de ces sommes a été réinjecté dans l'économie mondiale sous la forme d'investissements dans les principales puissances impérialistes ou de dépôts dans les grands établissements financiers. Aussi impressionnants que soient les montants de ces excédents commerciaux, ils n'ont en définitive de valeur que dans la mesure où le dollar et les États-Unis préservent leur prédominance. En cela, les monarchies pétrolières occupent la même place que la Chine, dont le rôle a fait l'objet d'une série d'articles dans *L'Internationnaliste*³.

Dans ce cadre, les marges de manœuvre de la bourgeoisie régnante en Arabie Saoudite sont réelles mais limitées. Cette manipulation des cours du pétrole à la baisse n'a pu se faire sans l'aval du grand frère américain avec lequel elle partage certes des divergences tactiques mais aussi et surtout des intérêts communs bien compris.

La bulle spéculative des gaz et pétroles de schiste

Depuis 2008, les États-Unis ont massivement investi dans la fracturation hydraulique, au point de cumuler les places de premier producteur mondial de pétrole et de gaz depuis le premier semestre 2014 !

L'incroyable multiplication des puits de forage qui en a résulté – un demi-million

déjà ! – s'explique surtout par la diminution de 50 à 90 % de leur rendement dès la deuxième année d'existence. Seule une aide fédérale massive de 40 milliards de dollars chaque année, notamment au travers d'une loi de 1916 exonérant d'impôt les forages, permet aux compagnies pétrolières d'éviter la banqueroute et de dégager des bénéfices.

Cette fuite en avant ne peut toutefois être infinie, d'autant plus que les réserves prouvées dont l'exploitation est viable ne représentent que onze années de consommation. Le réveil risque d'être d'autant plus brutal que les lourds investissements ont été pris en charge grâce à l'émission, par les grandes banques⁴, de « *junk bonds* », des obligations à haut risque dont le remboursement risque d'être compromis par la chute des cours et la hausse des coûts d'extraction. L'endettement des compagnies pétrolières représentant à l'heure actuelle entre 15 et 20 % du marché américain des *junk bonds*, il n'est pas exagéré d'imaginer un scénario similaire à celui qui s'est produit en 2007 avec l'éclatement de la bulle spéculative sur les prêts immobiliers.

Déjà, de nombreux poids lourds du secteur ont dévalorisé leurs actifs à hauteur de plusieurs milliards de dollars, ont reporté leurs investissements et ont annoncé plusieurs milliers de licenciements. Mais plusieurs d'entre eux entendent toutefois profiter du choc qui s'annonce pour se débarrasser de concurrents aux reins moins solides et acheter à moindres frais concessions et équipements. En cela, l'offensive lancée

par l'Arabie Saoudite pourrait se révéler positive pour les États-Unis. La chute des cours du pétrole créerait les conditions d'une réorganisation et d'une concentration accrue du secteur et d'une tentative de sortie « contrôlée » de la bulle spéculative qui menace.

Socialisme ou barbarie

De cet épisode de la chute brutale des cours du pétrole, il est possible de tirer plusieurs conclusions. La première est que la crise économique est loin d'être achevée et que les solutions « classiques » se révèlent inefficaces. En d'autres temps, la baisse du prix de l'énergie, couplée à une faible inflation et à des taux d'intérêt quasi nuls aurait assurément dopé la « croissance ». Il n'en est rien et plus que jamais, le spectre de la déflation menace l'Union européenne et l'économie mondiale.

Les tensions interimpérialistes s'aggravent à mesure que la crise s'approfondit, plongeant des pans toujours plus importants des populations dans la misère et la précarité. Pour conjurer la chute des cours, les pays producteurs de pétrole ont ainsi imposé des plans de rigueur drastiques. Ces tensions ne doivent cependant pas occulter le fait que les bourgeoisies ont, à l'échelle de la planète, un intérêt commun : celui de la défense d'un système économique fondé sur la propriété privée, sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Qu'importe le coût humain, qu'importe le coût environnemental, pourvu que les taux de profits soient à deux chiffres ! Face à un tel cynisme, il est urgent de remettre l'économie sur ses pieds pour la mettre au service de la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs et de leurs familles. Cela passe par la socialisation, c'est-à-dire l'appropriation collective des moyens de production et d'échange, le contrôle des travailleurs sur leur outil de production, un gouvernement par et pour les travailleurs.

(1) Organisation des pays producteurs de pétrole ; elle regroupe douze États assurant un tiers de la production mondiale.

(2) Lire en ligne « Pour une issue socialiste à la crise capitaliste ! » : www.gsi-qi.org/?p=2955.

(3) Lire en ligne « La Chine, superpuissance de demain ? » : www.gsi-qi.org/?p=1113.

(4) Parmi elles, on retrouve notamment la Société générale et BNP Paribas, selon une récente enquête de l'association Amis de la Terre Europe.

Rang	Entreprise	Pays	Chiffre d'affaires
1	Shell	Pays-Bas	459,5
2	Sinopec	Chine	457,2
3	China National Petroleum	Chine	432
4	ExxonMobil	Etats-Unis	407,6
5	BP	Royaume-Uni	396,2
6	Total	France	227,8
7	Chevron	Etats-Unis	220,8
8	Philips 66	Etats-Unis	161,1
9	ENI	Italie	154,1
10	Petrobras	Brésil	141,4

Chiffre d'affaires des dix principales compagnies pétrolières, en milliards de dollars (2013)

Déclaration de l'UIT-QI

Union Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

<http://uit-ci.org/>

Le 19 décembre 2014

À propos du rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba

L'annonce du rétablissement des relations diplomatiques, effectuée de façon conjointe par Barack Obama et Raúl Castro, après plus de cinquante ans de rupture et de blocus étatsuniens, a logiquement eu un impact important dans le monde. Il s'agit d'un fait significatif à propos duquel ont été formulées toute une série d'interprétations concernant les raisons de ce changement et sa portée.

Bien qu'il s'agisse d'une mesure partielle, puisque le blocus historique n'a pas été encore levé, le seul fait qu'un président des États-Unis reconnaisse enfin, comme a dû le faire Obama, que les cinquante années de rupture des relations et le blocus contre Cuba « n'ont pas marché », signifie un triomphe politique pour le peuple cubain et les peuples du monde qui ont combattu pendant des décennies en condamnant ces mesures de rétorsion de la part de l'impérialisme. De plus, la libération des prisonniers cubains, qui font partie du groupe appelé les « cinq héros » (deux avaient été libérés auparavant), et qui étaient emprisonnés depuis quinze ans aux États-Unis, est également un fait positif. C'était une exigence des peuples et de la gauche du monde entier. C'est pourquoi, en tant que socialistes, nous condamnons le fait que Raúl Castro remercie le pape et félicite Obama pour ce changement politique. C'est la lutte menée depuis plus de cinquante ans par les peuples de Cuba et du monde qui a permis cette défaite politique de l'impérialisme.

Cela étant dit, nous sommes aussi catégoriques pour affirmer que le peuple cubain n'a rien de bon à attendre de cet accord passé entre Obama, Castro et le Vatican. Il est faux d'affirmer que le rétablissement de relations diplomatiques peut apporter des avantages pour les travailleurs et le peuple cubains. Raúl Castro et le régime du PC cubain placent de manière erronée des espoirs dans Obama et dans le Vatican alors que l'on sait que ceux-ci sont seulement au service des exploités.

pour que des multinationales étatsuniens et du reste du monde s'installent, tout en développant un capitalisme avec des salaires de misère et en garantissant des superprofits. C'est pourquoi ce n'est pas par hasard si parmi ceux qui saluent le plus les mesures d'Obama et demandent la levée de l'embargo, il y a un secteur regroupant des chefs de grandes entreprises étatsuniens désireux de faire des affaires avec Cuba. Parmi eux, il y a : « J. Ricky Arriola, président du puissant consortium Inktel ; les magnats du sucre et du secteur immobilier, Andrés Fanjul et Jorge Pérez ; le chef d'entreprise Carlos Saladrigas, et le pétrolier Enrique Sosa ; il y a, en outre, d'autres chefs d'entreprises multimillionnaires. Beaucoup sont d'origine cubaine, mais tous ont la citoyenneté américaine. C'est pourquoi, en raison de l'embargo, ils ne peuvent pas faire d'affaires avec Cuba. »



Obama est contraint de reconnaître l'erreur historique de l'impérialisme parce qu'elle s'inscrit dans la crise globale du capitalisme, au même titre que son échec au Moyen-Orient, dû à la rébellion des peuples d'Afrique du Nord et aux luttes des travailleurs et de la jeunesse contre les coupes budgétaires et les mesures d'austérité. Il cherche donc à dépasser sa crise au moyen de nouveaux accords politiques et d'investissements des multinationales. Obama veut répéter ce qui a déjà été fait avec la Chine et le Viêt Nam. Dans ces pays, l'impérialisme a pactisé avec des dictatures communistes

Obama change précisément de politique parce que la politique économique des États-Unis à l'égard de Cuba est en retard. En effet, en raison du blocus yankee, le régime cubain permet les investissements des multinationales européennes canadiennes, ainsi que ceux d'investisseurs privés du Brésil, de Chine, d'Israël ou du Venezuela, depuis des années.

Bien que de nombreux militants se refusent à le croire, il est important de signaler que le régime de parti unique de Castro a commencé à restaurer le capitalisme avec un plan similaire à celui de la Chine et du Viêt Nam depuis

plusieurs années déjà. Telle est la triste réalité. En outre, il faut ajouter que cette restauration se fait avec des salaires misérables qui n'atteignent pas les vingt dollars par mois et sans droit de grève ni de former des syndicats indépendants.

L'avancée du capitalisme à Cuba et les importants investissements privés n'ont fait qu'aiguiser les problèmes sociaux du peuple cubain. Dans le même temps, le nombre de riches et de ceux qui se situent dans les sphères du gouvernement et des entreprises ne fait qu'augmenter. Dans le port de Mariel, en accord avec la multinationale Odebrecht et d'autres chefs d'entreprise brésiliens, une zone franche pour entreprises privées a déjà été installée. Ce sont ces affaires qu'Obama et beaucoup de chefs d'entreprise américains voient qu'ils sont en train de perdre, au milieu de leur crise économique. Voilà l'arrière-plan du changement politique de l'accord Obama-Castro.

Cet accord n'arrive pas du jour au lendemain. Il est le fruit de longues négociations secrètes, effectuées dans le dos du peuple cubain. Ni Raúl Castro ni le PC cubain n'ont consulté les travailleurs et le peuple. Il y a des années qu'il y a des négociations et des accords secrets entre les États-Unis et Cuba, tant en ce qui concerne la collaboration dans le domaine de la sécurité maritime que dans le domaine économique, et ce malgré l'existence du blocus. En 2001 par exemple, les États-Unis ont assoupli le blocus pour les aliments et depuis 2003, ils sont devenus le premier fournisseur de l'île de produits agroalimentaires, dépassant la France et le Canada. S'ils n'ont pas levé le blocus à ce moment-là, cela est dû à des

raisons politico-électorales : la crainte de perdre les votes de la communauté cubano-américaine. D'autre part, la bureaucratie cubaine a toujours utilisé politiquement l'argument du blocus pour justifier le désastre de sa politique économique et les pénuries infligées au peuple, bien que l'effet réel du blocus soit de plus en plus limité.

Notre courant socialiste révolutionnaire a toujours défendu les conquêtes socialistes de la révolution cubaine de 1959, et a condamné toute forme d'agression impérialiste contre Cuba, en particulier le blocus et l'embargo économique. Mais nous avons toujours été critiques de la direction politique cubaine qui a abandonné les drapeaux du socialisme de l'époque glorieuse du Che Guevara. Depuis les années 1960-1970, le PC cubain a subordonné sa politique aux accords avec l'impérialisme de l'ex-URSS pour ne pas promouvoir de nouvelle révolution socialiste dans le monde. C'est pourquoi au Nicaragua, en 1979, Fidel Castro lui-même a recommandé aux sandinistes de ne pas faire du Nicaragua « le nouveau Cuba », en d'autres termes qu'ils n'avancent pas vers le socialisme. Toujours en suivant Moscou, Fidel et Raúl Castro ont imposé une bureaucratie de fer pour restreindre les droits démocratiques du peuple. Ensuite, dans les années 1990, quand l'Union soviétique a disparu, le régime cubain s'est allié avec Chávez, et désormais avec Maduro, désignant sa politique par le faux slogan de « socialisme du XXI^e siècle » pour continuer à soutenir la structure économique capitaliste au Venezuela. Dans le même temps, le régime cubain concluait un accord pour que le Venezuela

subventionne avec un pétrole à bas prix l'économie cubaine fragilisée, tandis qu'il restaurait le capitalisme avec des investisseurs espagnols, brésiliens et canadiens.

La crise du Venezuela, désormais aiguisée par la chute du prix du pétrole, n'a fait qu'accélérer la concrétisation de l'accord déjà secrètement négocié avec les États-Unis. Maintenant, l'accord Obama-Castro prépare une ouverture à de futurs investissements *yankees*. Quelle solution pourront apporter les investissements américains au peuple cubain ? Aucune !

Pour toutes ces raisons, l'UIT-QI appelle à continuer à soutenir le peuple cubain et son exigence historique de levée définitive du blocus. Ce blocus est une mesure antidémocratique, de soumission de la souveraineté des peuples, ainsi qu'un vestige de la politique coloniale des États-Unis. Nous exigeons aussi que Guantánamo soit restitué à la souveraineté cubaine. Dans ce cadre, nous rejetons toute ingérence et intervention de l'impérialisme américains. Nous soutenons aussi la lutte du peuple cubain pour récupérer les conquêtes obtenues par la révolution socialiste de 1959. Le peuple doit avoir les pleins droits démocratiques de former des syndicats et des partis, d'en finir avec le régime de parti unique et le droit de se mobiliser contre la restauration capitaliste et d'exiger des salaires dignes, et pour le retour à l'éducation et à la santé publiques obtenues pendant les premiers temps du socialisme du Che Guevara.

(1) El País, 18 décembre 2014.

Grèce

Syriza remporte une victoire à la Pyrrhus qui profite à la bourgeoisie

Par Mathieu

Conformément aux pronostics des sondages, Syriza a gagné les élections législatives qui se sont tenues en Grèce le 25 janvier. Selon les médias bourgeois, cette victoire a même été supérieure à ce qui était attendu. À en croire les éditorialistes, il s'agirait d'un tournant majeur pour la situation européenne. Mais au-delà de ces analyses superficielles, ce qui importe est la signification des résultats du scrutin grec

en général, de la victoire de Syriza en particulier – et par conséquent des intentions de cette formation politique – et si les travailleurs ont quelque chose à en attendre.

Une victoire sur fond d'abstention massive

Le premier enseignement que l'on peut tirer du scrutin du 25 janvier est le taux d'abstention élevé. Il dépasse les 36 % des

9,9 millions d'inscrits qui étaient appelés à voter. En prenant en compte les votes nuls et blancs, en forte augmentation, on constate que 38 % des inscrits ne se sont pas prononcés, ce qui constitue un chiffre particulièrement élevé dans un pays où le vote est obligatoire. L'abstention a été particulièrement élevée dans les quartiers ouvriers des régions d'Athènes et de Thessalonique.

L'autre enseignement majeur est l'effondrement des deux partis traditionnels de gouvernement, qui ont été au pouvoir depuis la fin de la dictature des colonels, en 1974. Jusqu'aux élections de 2012, ces deux partis rassemblaient entre 75 et 85 % des suffrages exprimés. Le 25 janvier, ils n'ont réuni qu'autour de 30 % (un peu plus de deux millions de voix, autour de 20 % des inscrits). Encore faut-il préciser que si le parti traditionnel de la bourgeoisie, Nouvelle Démocratie, obtient son deuxième plus mauvais score depuis 1974, le PASOK (équivalent du PS en Grèce) est totalement marginalisé. Avec 4,6 % des voix exprimées, il obtient 290 000 voix, c'est-à-dire 2,5 % des inscrits.

La victoire de Syriza (2,25 millions de voix, 22 % des inscrits) est donc à comprendre dans un contexte marqué par la forte abstention et par le rejet des partis traditionnels, qui ont appliqué les mesures d'austérité conformément aux exigences de l'Union européenne et du FMI. Pour Syriza, c'est en réalité une victoire par défaut. Une partie des travailleurs a choisi de se porter sur cette formation politique parce qu'en l'absence d'une réelle alternative de rupture avec les plans de l'UE, c'est Syriza qui a pu apparaître comme permettant d'atténuer ses souffrances. En effet, dans un pays où les plans d'austérité de la troïka (UE-BCE-FMI) ont provoqué une baisse du PIB de 25 %, une diminution des salaires de 25 %, des pensions de 40 %, un taux de chômage à plus de 25 % et de plus de 50 % chez les moins de 25 ans, les masses désespérées se saisissent de ce qui est à leur portée. L'ensemble de ces éléments diminue considérablement la portée de la victoire de Syriza. Il n'y avait d'ailleurs que quelques milliers de sympathisants dans les rues d'Athènes le 25 janvier au soir pour fêter la victoire.

Un parti petit-bourgeois à la rescousse de l'UE en crise

La victoire de Syriza va-t-elle, ne serait-ce que de manière minimale, dans le sens des intérêts des travailleurs ? Pour répondre à cette question, il suffit de regarder le positionnement de cette formation sur la question de la dette. Pendant la campagne électorale, A. Tsípras, le dirigeant de Syriza, a été très clair : contrairement à ce qu'affirmait l'organisation jusqu'en 2012, il ne s'agit pas de faire un audit de la dette et encore moins d'en exiger l'annulation.

Tout au long du moins de janvier, Tsípras a affirmé qu'en cas de victoire, la Grèce resterait dans la zone euro et respecterait les traités européens, qui sont pourtant les responsables de la politique anti-ouvrière



Tsipras / Juncker : l'union parfaite

appliquée dans tous les pays du continent.

À ce sujet, A. Tsípras, en déplacement à Bruxelles le 4 février où il rencontrait le président de la Commission européenne J.-C. Juncker, celui du Conseil de l'Europe, D. Tusk, et celui du Parlement européen, M. Schulz, a déclaré : « Notre objectif est de respecter la souveraineté du peuple grec et le mandat clair de notre peuple. En même temps, nous respectons les règles de l'Union européenne. Nous voulons corriger ce cadre, pas le détruire, et nous pensons que dans ce cadre, nous pouvons trouver une solution commune viable. » On ne saurait être plus clair. Syriza va continuer à faire payer la crise des capitalistes par les travailleurs.

Désormais Syriza se bat pour rééchelonner sa dette, c'est-à-dire pour la payer intégralement mais avec des échéances différentes. Or, la dette grecque, comme l'ensemble des dettes, est à 100 % illégitime. Elle est le fruit de la crise capitaliste et de la spéculation sur les

marchés financiers. Si l'on prend en compte les intérêts, cette dette a déjà été payée (actuellement 25 % du budget grec va au paiement de la dette). Accepter d'en payer ne serait-ce qu'un pourcent, c'est reconnaître la légitimité de la dette et donc aller contre les intérêts des travailleurs.

Syriza apparaît ainsi pour ce qu'il est : une organisation petite-bourgeoise au service des capitalistes. De ce point de vue, cette organisation ne défend même pas un programme de type néokeynésien. Le but de cette organisation a même pour but de canaliser le rejet de l'UE par les masses en l'enfermant dans une voie sans issue. Pour

les capitalistes et l'UE, il s'agit du dernier recours.

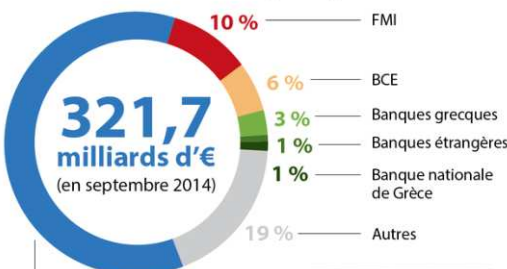
De plus, au moment de former un gouvernement, Syriza a choisi de s'allier avec les Grecs indépendants, une organisation d'extrême droite, xénophobe, cléricale, ouvertement pro-Otan et antiturque, et dont le dirigeant a été l'artisan de la privatisation du port de Pirée.

La seule alternative : l'annulation de la dette

Au vu du positionnement procapitaliste de Syriza, la prise de position de bon nombre d'organisations se réclamant du trotskisme apparaît comme erronée. En effet, appeler à soutenir Syriza, même de façon critique, ou voir dans sa victoire une avancée pour les travailleurs, c'est se fourvoyer et contribuer à renforcer la désorientation politique d'une partie des travailleurs et de la jeunesse.

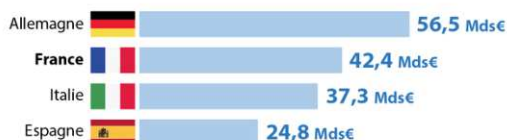
Face à la crise du capitalisme qui plonge les larges masses dans la misère et dans la barbarie, nous affirmons catégoriquement que l'exigence de l'annulation de la dette et la rupture avec l'Union européenne et ses traités constitue l'alternative à l'Europe capitaliste. C'est en avançant ces mots d'ordre transitoires et en s'appuyant sur la puissante montée de la lutte des classes partout en Europe – qui exprime la résistance des masses face aux plans de l'UE – que l'on pourra réellement ouvrir un débouché politique pour la classe ouvrière du continent et avancer dans la résolution de la crise de direction politique du prolétariat. Pour nous, ce débouché politique est un gouvernement par et pour les travailleurs à l'échelle de toute l'Europe, ce sont les États-Unis socialistes d'Europe.

Qui détient la dette grecque ?



Zone euro : 60 %

Dont :



Sources : ministère grec des Finances, Banque nationale de Grèce, BCE, Open Europe, Reuters.

GRÈVE GÉNÉRALE EUROPÉENNE

POUR L'ANNULATION DE LA DETTE !

<http://www.gsi-qi.org>

Sommaire du n°150



- ✓ Édito - p.2
- ✓ Revue de presse sociale - p.3
- ✓ Analyse
L'union nationale contre la laïcité - p.5
- ✓ Commerce
Loi Macron : Construire l'unité pour gagner son abandon !- p.7
- ✓ Éducation
Au nom de l'unité nationale, la chasse aux sorcières est lancée - p.8
- ✓ Jeunesse
Appel du comité de mobilisation contre la privatisation des universités - p.10
- ✓ Économie
Une nouvelle guerre du pétrole ? - p.11
- ✓ International
* Déclaration de l'UIT-QI à propos du rétablissement des relations diplomatiques entre les E.U. et Cuba - p.13
* Grèce : Syriza remporte une victoire à la Pyrrhus qui profite à la bourgeoisie - p.14